

T2137 - 366 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 366 JEUDI 11 SEPTEMBRE 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Les licenciements ne se négocient pas :



ILS SE REFUSENT !



Editorial

L' HISTOIRE ne se bâtit pas à partir de rendez-vous en concordance avec les impératifs journalistiques, les calendriers électoraux ou la rentrée parlementaire ! Chaud ou froide, la rentrée économique et sociale sera ce qu'en feront les salariés, en dépit du grenouillage des partis et des syndicats, affairés à préparer l'élection présidentielle, ou de celui des chroniqueurs à l'affût du sensationnel ! Il est vrai que ces derniers ont de la matière et que les événements extérieurs ou intérieurs ont, pendant ces deux derniers mois, tenu en haleine la population aux champs.

Si la grève des marins pêcheurs, sur nos côtes, et celle des travailleurs polonais, sur celles de la Baltique, ont survolé le paysage social, celui-ci a été parsemé d'événements devenus traditionnels, comme l'augmentation du chômage, l'agression contre l'Université, le déficit de la balance extérieure, la fermeture d'un certain nombre d'ateliers, le dégraissage éventuel du personnel de Manufrance ou d'autres entreprises à stature nationale, avec comme point d'orgue, ces 1,5% d'augmentation des prix, dont depuis quatre ans, monsieur Barre nous annonce la diminution. Ces mois de vacances sont, par tradition, les mois de mauvais coups, et cette année, le moins spectaculaire n'a pas été la départementalisation à la sauvette de la Sécurité Sociale de la région parisienne, mesure qui va coûter des milliards à cet organisme, sans changer quoi que ce soit, la décentralisation ne consistant pas à s'en remet-

tre à des échelons inférieurs pour faire appliquer l'autorité centrale, mais à supprimer celle-ci, en faveur de la décision prise à tous les échelons.

Cette rentrée économique, politique et sociale, les politicards la préparent avec une fébrilité digne d'une meilleure cause, avec comme perspective, l'élection présidentielle du début de l'année prochaine, comme si une telle élection pouvait changer quelque chose aux mécanismes complexes de la crise économique, sinon le personnel au pouvoir ! Bien sûr, au cours des prochains mois, cette crise produira quelques conflits du type de celui des marins pêcheurs, trop longtemps oubliés par les économistes distingués, et, faute de mieux, les Séguys, les Maire et consorts s'abattront sur ces marginaux, en se les arrachant, quitte à les mettre en pièces, la veuve et l'orphelin étant supposés être la bonne pâte électorale. En vérité, il suffit de les écouter pour voir pour qui ils courent ; pour qu'un Marchais ne fasse pas un score ridicule au premier tour des élections ; pour qu'un Mitterrand, qui de toute façon sera battu, ne soit pas distancé par Rocard au cours des primaires ; avec comme espérance, bien mince, en cas de succès, pour Marchais, de construire en France une société qui nous offrira « un bilan globalement favorable » comme en Pologne, ou en cas de victoire de Mitterrand, une démocratie capitaliste « musclée », comme en Allemagne fédérale avec, en surplus, la bénédiction de Willy Brandt, président de l'Internationale social-démocrate.

Alors, nous dira-t-on, vous préférez les autres ? Les autres, sont de la même moulture ! *Mon cul-ma chemise*, aurait dit Duclos, au temps où la vie parlementaire ne l'avait pas encore habitué au langage noble

de l'aquarium. La gauche au pouvoir ne ferait pas d'autre politique que la droite car, à moins de bouleverser le système de production et de distribution, c'est-à-dire de changer les rapports de classes, il n'y en a pas d'autres ! La gauche au pouvoir changerait le vocabulaire, le personnel politique, les grands commis bénéficiaires du système, après avoir gommé de-ci de-là quelques inégalités, et avant peu, sous la pression de l'évolution de la crise reviendrait à une politique de Barre, sans Barre.

Cette rentrée tapageuse constitue un jeu ridicule qui ne sert à rien sinon qu'à jalonner le parcours du politicien pour une nouvelle année. Gierak, lui, a cédé. Ses maîtres du Kremlin ont jugé qu'en Pologne, c'était suffisant comme ça ! Le monde est immobile, je-tant de temps à autre de la poudre aux yeux des travailleurs. Les attitudes outragées du sieur Seguy comme les redondances de Maire font partie du jeu classique de cette période de l'année. La vérité est autre part ! Dans les gamelles à moitié pleines, à moitié vides, et cela dépend du jugement des foules. A moitié pleines, c'est la patience, l'attente des jours meilleurs, bercée par les voix de violoncelles des politicards ; à moitié vides, c'est la colère et le *Ca ira* remplace la musique classique. On ne prend pas la Bastille à la rentrée, sur rendez-vous, à partir de savants raisonnements sur le sexe des anges. C'est la colère qui tourne la page de l'Histoire, la colère imprévisible, la colère somptueuse, qui reste la grande fête de l'humanité.

Les militants révolutionnaires ne doivent pas se faire d'illusions sur les piroquettes du cirque politique ; c'est autre part que se joue la partie, une partie où leur présence est indispensable !

F° P. 2520

LE XIV^e CONGRÈS DE LA C.G.T.F.O.

Pourquoi nous étions contre un accord avec le bureau confédéral !

Il faut savoir ce que l'on veut, et ce que l'on veut, il faut le dire clairement, et c'est seulement après ce discours que le public peut objectivement juger et qualifier notre démarche ! L'attitude contraire qui consiste à se qualifier d'anarchosyndicaliste dans l'espoir de faire avaliser une attitude discutée comme étant le fruit d'une réflexion anarchosyndicaliste, est irrecevable : on ne juge que sur pièce !

Si dans nos milieux, on a beaucoup discuté sur les moyens de le répandre et si on en discute encore, les deux principes sur lesquels repose l'anarchosyndicalisme n'ont jamais été remis en question par personne. Ces deux principes sont complémentaires : le premier constate que le syndicalisme défend les intérêts matériels et moraux des travailleurs dans le cadre du système imposé par la classe dirigeante, le second affirme que seule la suppression de ce système permettra la libération du monde du travail. C'est ça l'anarchosyndicalisme, et rien d'autre que ça ! Tous les textes, à commencer par la Charte d'Amiens, en font foi ! A partir du moment où on n'accepte que le premier de ces principes, on est syndicaliste réformiste ; à partir du moment où on n'accepte que le second, on est syndicaliste révolutionnaire. C'est lorsqu'on appuie sur l'un ou l'autre de ces leviers à la demande, qu'on peut légitimement se déclarer anarchosyndicaliste. Si l'on ne croit plus à la libération des travailleurs et à l'efficacité du syndicalisme comme outil essentiel de cette libération, on pourra bien se proclamer anarchosyndicaliste, faire de l'activisme, se réclamer des grands ancêtres, on n'est rien d'autre qu'un réformiste, un réformiste musclé peut-être, mais un réformiste installé dans le cadre d'une économie dont on essaiera de faire rendre tout ce qu'elle peut rendre en faveur des travailleurs ; mais ce que cette économie peut rendre est justement limité par sa survie. Et dans mon intervention au congrès, qui fut une intervention anarchosyndicaliste, j'ai pu dire : *Le syndicalisme que nous pratiquons est du bricolage ; le système ne peut plus que nous lâcher des miettes car il est à bout de souffle. Il faut passer à une vitesse supérieure. Seules les revendications s'attaquant aux structures sont d'actualité.* Le congrès ne s'y est pas trompé et il l'a bien fait voir. Il n'a pas applaudi parce qu'il était d'accord en tout point avec mon intervention, mais parce que j'étais un anarchosyndicaliste qui tenait un langage anarchosyndicaliste, sans plus !

Et si de nombreux anarchosyndicalistes et même syndicalistes révolutionnaires participant au congrès étaient d'accord avec

moi pour rejeter la résolution générale « mitonnée » par l'appareil confédéral, « toutes tendances mêlées », et lui en opposer une autre, c'est justement parce que malgré les rappels aux « grands principes », elle ne proposait aucune mesure dépassant le cadre réformiste, pas même sur un plan modeste, comme celui de la CGT en 1936 qui donna son originalité aux luttes du Front Populaire.

Un certain nombre de nos camarades se réclamant de l'anarchosyndicalisme en ont jugé autrement (et ils s'en sont expliqués dans le dernier numéro de notre journal), allant, pour quelques uns, jusqu'à s'opposer à des modifications de la résolution générale proposées par des syndicalistes réformistes qui la trouvaient insuffisamment musclée. Ces camarades anarchosyndicalistes forment, avec d'autres, un groupe de pression plus que d'opposition, qu'il faut bien appeler par le nom sous lequel tout le monde le connaît : c'est le groupe Hebert/Lambert ! Il est composé de quelques anarchosyndicalistes qu'on peut compter sur les doigts d'une seule main et qui tirent leur importance de la place qu'ils occupent dans les fédérations, les unions départementales, et par des militants de l'OCI plus étoffés, même si la politique proposée par Lambert ne fait pas l'unanimité, comme pourrait le laisser supposer l'intervention de Daniel Renard, assez voisine de la mienne ! Dans l'article paru dans notre journal, ces camarades anarchosyndicalistes nous conviaient à la franchise. Alors, allons-y, et voyons les raisons qu'ils avancent pour contribuer à constituer ces majorités de 90% que, ni la confédération, ni son bureau confédéral, ni son secrétaire général ne méritaient et qui ne garantiront en rien l'autorité de cette organisation, bien au contraire !

Je crois qu'il existe un point commun entre le groupe Hebert/Lambert et la majorité confédérale. Ce point commun est la peur ! Une peur viscérale du communisme, de la CGT, de la CFTC, des « rocardiens », du CERES, etc., peur qui est devenue une seconde nature, dont l'objet varie de congrès en congrès à partir des circonstances, mais qui sert de double alibi : alibi pour la confédération qui justifie sa politique réformiste sans réforme, par la nécessité de ne pas créer une situation économique dramatique qui pourrait profiter à d'autres, peur du groupe Hebert/Lambert de même nature, qui reste collé à la majorité, non pas pour protéger des situations acquises, mais pour ne laisser au syndicalisme que le rôle dévolu par le léninisme et qui est celui de simple complément à l'action du parti de la révolution, ce qui, entre

nous, n'a pas grand-chose à voir avec l'anarchosyndicalisme. Ce groupe, pour excuser sa politique qui ne remet jamais en cause certains aspects de la politique confédérale, ce qui devrait être sa vocation, détourne l'attention par des charges « glorieuses » contre l'ennemi, réel ou imaginaire. Ainsi, nous les avons vus se déchaîner contre les « rocardiens » qui sont les mêmes militants syndicalistes qu'ils pourfendaient trois ans plus tôt en les accusant d'appartenir au CERES, et qu'ils pourchassèrent au prochain congrès, à partir d'une actualité toujours plus fluctuante. Moi qui ne suis pas particulièrement attaché à une fraction quelconque du socialisme, je me demande par quel miracle ce socialisme mou est devenu l'adversaire n° 1, alors que le léninisme est devenu l'allié et le protecteur du syndicalisme réformiste ?

L'analyse qui justifie ce comportement est singulière. La situation économique est catastrophique, nous dit-on. Et c'est vrai. Elle risque de nous conduire au fascisme, rouge ou noir. Alors confortons la démocratie (le système capitaliste libéral en place). C'est la politique du moindre mal, condamnée par tous les mouvements anarchistes de l'Histoire. Il s'agit de la politique du syndicalisme réformiste qui dénonce un système mauvais, mais supposé préférable à d'autres, associé à une politique syndicaliste léniniste qui entend maintenir le syndicaliste à la remorque d'un parti révolutionnaire qui le dirige ! On nous dit également que la confédération résisterait mal à une poussée fasciste et qu'il faut lui assurer une stabilité qui la fortifie ! Comment ? En la ramenant à ses sources de manière à faire d'elle une alternative économique, un outil de lutte de classe, en lui conférant un potentiel révolutionnaire susceptible de lui donner de la vigueur ? Vous êtes en dehors du vent de l'Histoire si vous croyez ça ! On veut la rendre plus efficace en lui conférant ce caractère d'unanimité qui, dans l'Histoire, a été le pourrissoir des organisations ouvrières. Le but sera de masquer les divergences en les rejetant à l'extérieur. Cette unanimité volera en éclats aux premiers bruits de la rue et chacun reprendra ses billes. Elle empêchera le syndicalisme de jouer son rôle révolutionnaire et le confina, dans notre système comme dans d'autres, à penser quelques plaies, à pleurnicher pour faire reporter quelques injustices, en réalité, à émasculer quelques défauts trop criants du système, à aider celui-ci à corriger ses excès, ce qui lui permettra de se continuer !

Nous ne faisons pas autre chose aujourd'hui ! Nous regardons l'économie capitaliste libérale de

monsieur Barre se transformer sous nos yeux pour mieux s'adapter, alors qu'il faudrait l'abattre ! Et lorsque, réformistes ou léninistes, on nous dit que la lutte révolutionnaire relève des partis et que le syndicalisme doit juste se préoccuper, dans ce régime comme dans un autre, des salaires et des conditions de travail, que les structures économiques ne sont pas de son ressort, on ne fait rien d'autre, avec des variantes bien sûr, que de nous réciter les passages ayant trait au syndicalisme de *L'Etat et la Révolution* de Lénine !

Entendons-nous bien ! Même si je combats leur politique, je ne reproche pas aux réformistes de défendre un point de vue réformiste, aux léninistes de défendre un point de vue léniniste. C'est leur droit et je dirais même leur devoir ! Mais les anarchosyndicalistes, qu'ont-ils à voir avec une telle politique ? Que les circonstances conduisent les anarchosyndicalistes à faire des accords momentanés et circonstanciels avec d'autres fractions du mouvement ouvrier, c'est concevable, et j'ai moi-même conclu de tels accords. Mais pas en abandonnant la lutte pour la disparition « du patronat et du salariat », pas au détriment d'un syndicalisme qui, aujourd'hui groupe de résistance, sera dans l'avenir groupement de production et de distribution, base de la réorganisation sociale, prétend la Charte d'Amiens, dont tout le monde dans ce congrès se réclamait.

Cette politique-là, c'est la véritable politique « d'intégration », politique qui conduit à « l'intégration » à un système en place sous le prétexte, fort louable d'ailleurs, de protéger la confédération contre l'intégration à un système à venir ! Je pense que nos camarades qui se sont laissés entraîner par cette politique du moindre mal se trompent, qu'ils créent une confusion malsaine ! Diluer l'anarchosyndicalisme dans une unanimité sans consistance ne sert à personne, ni la majorité réformiste, ni la minorité révolutionnaire. La presse a bien senti l'équivoque et elle n'a pas été tendre en commentant l'attitude du groupe Hebert/Lambert. Je sais bien toutes les réserves qu'on peut faire sur la manière dont la presse rend compte des manifestations ouvrières, et je fais miennes celles de nos camarades dans leur article du dernier numéro de notre journal. Cependant, la presse ne m'a pas associé aux tractations de couloir qui ont abouti à cette quasi-unanimité, peut-être d'ailleurs parce que ma prestation était sans importance, de toute manière, je lui en suis gré.

Maurice JOYEUX

Le charme discret de l'auto-dissolution

suite de la page 8

Cette auto-persuasion débouche, on le sait, sur une pratique d'essence religieuse et inquisitoriale et les pousse en toute bonne conscience à vouloir à tout prix faire le bonheur de ceux qui sont en retard sur eux parce qu'ils ne savent pas. De là cet appétit insatiable du POUVOIR qui caractérise les avant-gardes. Finalement, peut-être suffirait-il de concevoir une avant-garde qui ne se percevrait pas en terme d'avance, mais au contraire en terme de DIFFÉRENCE. Élément particulier de la masse, l'avant-garde pourrait alors mener son action spécifique sous la forme de la seule PROPOSITION. Proposer et non imposer de toute force, voilà quelle devrait être la démarche d'une avant-garde non avant-gardiste. Pour notre part, c'est en tout cas la voie que nous avons choisie de suivre, et si nous nous battons de toutes nos forces pour faire pénétrer nos idées dans la réalité sociale, nous avons toujours refusé la stratégie terroriste qui consiste à rechercher par tous les moyens à exercer le pouvoir, pour imposer ensuite nos idées à ceux qui ne les partagent pas. En ce sens, nous ne nous percevons nullement en avance ou en retard par rapport aux masses. Certes, nous voulons aller vers le communisme libertaire, mais nous n'avons pas la fatuité de croire que cet objectif s'inscrit dans le sens de l'Histoire. L'Histoire n'a jamais eu de sens préétabli, et elle est ce que les hommes font et veulent qu'elle soit. Imposer ne sert donc strictement à rien, c'est pour cela que nous nous efforçons de CONVAINCRE. Dans ces conditions, ni détenteurs d'une connaissance pseudo-scientifique du sens de l'Histoire, ni postulant à exercer un quelconque pouvoir politique pour hâter le déroulement des événements, nous ne risquons guère de connaître les affres de l'institutionnalisation. Dans ces conditions, on voit mal l'intérêt que nous aurions à nous auto-dissoudre. Pour l'heure, notre objectif reste ce qu'il a toujours été, à savoir la destruction du pouvoir, de tous les pouvoirs, y compris celui que les avant-gardes esthétiques, politiques et quotidiennistes cherchent désespérément à exercer, au nom du messianisme qui leur est propre. Pour ce faire, vu que nous ne sommes pas du genre à croire au père Noël, nous estimons préférable de nous attacher à détruire les apprentis dictateurs avant-gardistes, plutôt que d'attendre qu'ils descendissent à s'auto-dissoudre.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Cf : « De la Capacité politique des Classes ouvrières », Ed. du Monde Libertaire.

(2) « Auto-dissolution des Avant-gardes » par René Lourau, Ed. Galilée.

(3) « La Voix et le Regard », « Lutttes étudiantes », « La Prophétie anti-nucléaire », par Alain Touraine, Ed. Seuil.

UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT

